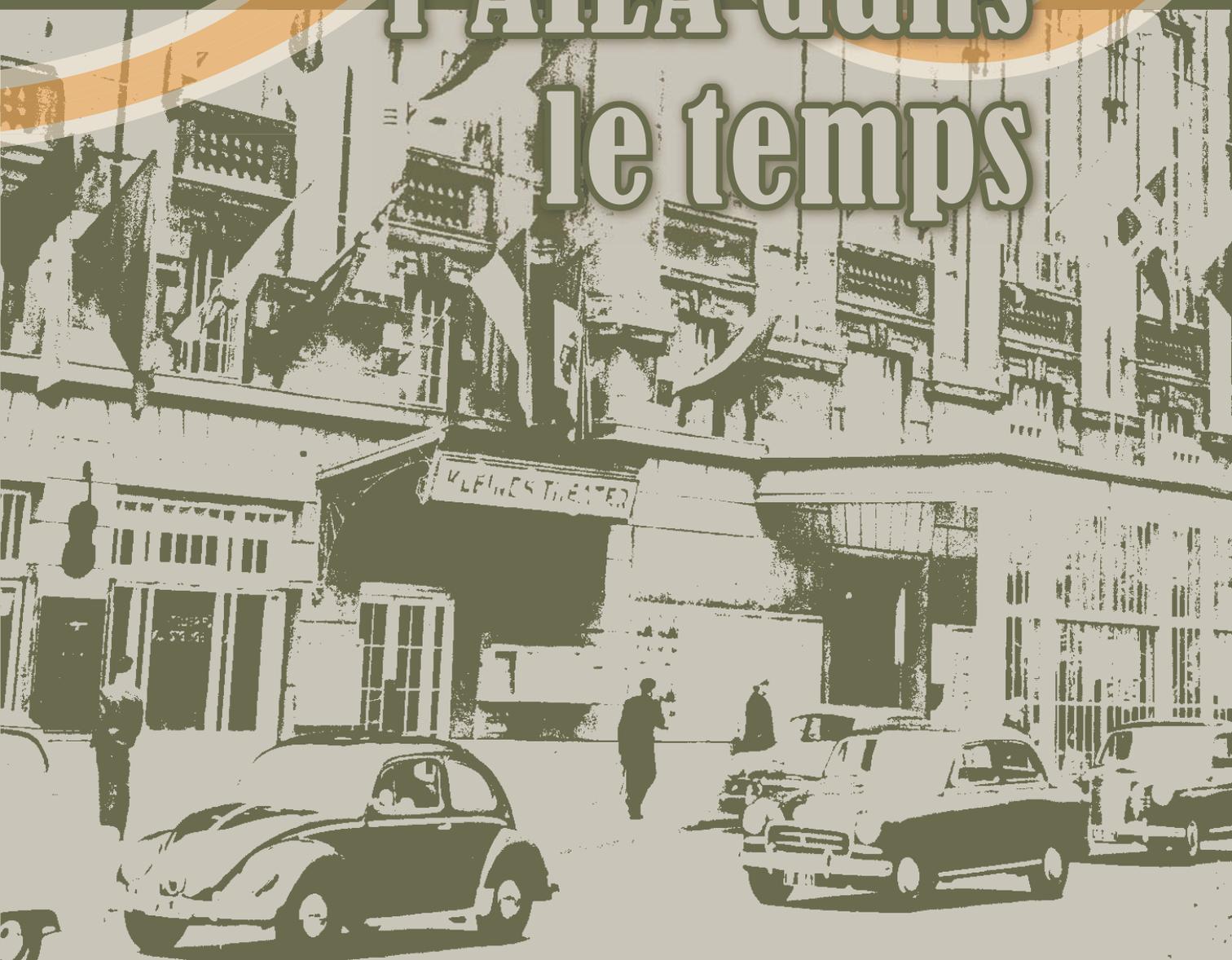


50
années décisives

l'AIEA dans
le temps



Enfant de la guerre, l'AIEA est devenue l'un des principaux défenseurs de la paix et de la sécurité dans le monde. En 2007, elle célèbre 50 ans d'action internationale en faveur de « l'atome au service de la paix ».

Ces années ont contribué de façon décisive à faire de l'AIEA ce qu'elle est aujourd'hui et sera peut-être demain. Elles ont ouvert de nouveaux chapitres de l'histoire nucléaire et de l'action que l'Agence mène dans le monde pour favoriser le développement pacifique de l'atome.

La présente rétrospective retrace les moments forts de cette histoire.

L'atome au service de la paix

Années 1940

L'épée de Damoclès

Dans la matinée du 6 août 1945, les États-Unis larguent une bombe atomique sur Hiroshima. Trois jours plus tard, une autre bombe est larguée sur Nagasaki, mettant fin à la seconde guerre mondiale.

« On crée une arme d'une puissance inégalée qui va bouleverser les conditions de la guerre... L'humanité va, par conséquent, être confrontée à des dangers sans précédent à moins qu'en temps voulu des mesures soient prises pour empêcher une concurrence catastrophique de ces formidables armements et instituer un contrôle international de la fabrication et de l'utilisation de ces puissants engins. » — Niels Bohr, novembre 1944 et mars 1945. Ce physicien, lauréat du prix Nobel en 1922, a collaboré au projet Manhattan, qui a conçu la bombe.

1942

En décembre, à l'Université de Chicago, l'équipe scientifique dirigée par Enrico Fermi réussit la première réaction en chaîne contrôlée créée par l'homme.

1945

Naissance de l'ONU : signature de la Charte des Nations Unies le 26 juin 1945 à San Francisco. Pendant les dernières semaines de la seconde guerre mondiale, en juillet 1945, les États-Unis testent la première bombe atomique près de Los Alamos (Nouveau-Mexique). En août, ils larguent deux bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki. Fin de la seconde guerre mondiale.

1946

L'ONU prend, avec la création de la Commission de l'énergie atomique (CEA), les premières mesures pour contrôler l'énergie nucléaire. Les États-Unis et l'Union soviétique proposent d'autres démarches, comme la création d'une organisation internationale. Pendant les trois années suivantes, les négociations progressent peu.

1949

En septembre, l'Union soviétique procède à son premier essai nucléaire, engageant la course aux armements et mettant fin au rôle de la CEA.

Années 1950

L'atome au service de la paix

1952

En octobre, le Royaume-Uni teste une arme nucléaire. En novembre, les États-Unis testent la première bombe à hydrogène.

1953

Dans un discours prononcé à l'Assemblée générale des Nations Unies en décembre, le Président Eisenhower propose de mettre « l'atome au service de la paix ». Il appelle de ses vœux une « agence internationale de l'énergie atomique », qui protégerait les matières nucléaires et « rechercherait les moyens » de les affecter aux « entreprises pacifiques de l'humanité ».

1954

Les États-Unis modifient leur loi sur l'énergie atomique pour permettre l'instauration d'une coopération nucléaire pacifique, qui débouche sur la conclusion d'accords bilatéraux avec plusieurs États. Le chef de la Commission de l'énergie atomique des États-Unis déclare que l'électricité deviendra « trop bon marché pour être facturée ».

En URSS, la première centrale nucléaire au monde est mise en service à Obninsk en juin.

Aux États-Unis, le *Nautilus*, premier sous-marin nucléaire, entre en service en décembre.

1955

Lancement de l'élaboration du statut de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) avec des représentants de l'Afrique du Sud, de l'Australie, de la Belgique, du Canada, des États-Unis, de la France, du Portugal et du Royaume-Uni. Plus tard, le groupe de rédaction accueillira des représentants de l'URSS, de la Tchécoslovaquie, de l'Inde et du Brésil.

La *première Conférence internationale des Nations Unies sur les applications pacifiques de l'énergie nucléaire*, manifestation scientifique historique à laquelle assistent plus de 1500 délégués, s'ouvre à Genève en juillet.

1956

À New York, en octobre, 82 États approuvent, à l'ONU, le statut de l'AIEA. Celui-ci donne pour mission à l'Agence de contrôler et de développer l'énergie nucléaire à des fins exclusivement pacifiques.

1957

L'AIEA naît officiellement le 29 juillet, date à laquelle le nombre requis d'États Membres ratifient le Statut. En octobre, les délégués de 59 États assistent à Vienne à la première Conférence générale de l'Agence.

Le premier Conseil des gouverneurs de l'Agence comprend 23 États Membres : Argentine, Australie, Brésil, Canada, Corée, États-Unis, France, Guatemala, Inde, Indonésie, Italie, Japon, Pakistan, Pérou, Portugal, République arabe unie (Égypte), Roumanie, Royaume-Uni, Suède, Tchécoslovaquie, Turquie, Union d'Afrique du Sud et URSS.

En France, des pays décident de créer l'Agence européenne de l'énergie nucléaire de l'Organisation de coopération et de développement économiques (aujourd'hui l'AEN de l'OCDE). Six pays européens signent les « Traités de Rome » qui portent création de la Communauté européenne de l'énergie atomique (EURATOM) et le Marché commun.

Dans le monde : l'Union soviétique annonce le lancement, dans l'espace, du premier satellite – le Spoutnik-I, dépourvu d'équipage.

1958

En juillet, l'ONU convoque la *deuxième Conférence internationale sur les applications pacifiques de l'énergie nucléaire*. Elle livre à la communauté internationale des informations scientifiques et techniques sur la plupart des aspects du cycle du combustible nucléaire civil, à l'exception de l'enrichissement d'uranium.



Dans un discours prononcé à l'Assemblée générale des Nations Unies en décembre 1953, le Président Eisenhower propose de mettre « l'atome au service de la paix ». Il appelle de ses vœux une « agence internationale de l'énergie atomique », qui protégerait les matières nucléaires et « rechercherait les moyens » de les affecter aux « entreprises pacifiques de l'humanité ».

L'AIEA lance son programme d'assistance technique et conclut des contrats de recherche avec des laboratoires et des instituts scientifiques.

Nucléaire : l'Irlande avance l'idée d'un traité international qui viserait à mettre fin à la prolifération des armes atomiques. Sous la pression internationale, les États-Unis et l'Union soviétique engagent à Genève des négociations sur l'interdiction des essais nucléaires.

1959

L'AIEA tient, en avril, sa première réunion scientifique, consacrée à la scanographie radio-isotopique médicale et, en septembre, sa première conférence scientifique sur l'application des grandes sources de rayonnements dans l'industrie.

L'Union soviétique construit le *Lénine*, premier navire civil à propulsion nucléaire.

Années 1960

Des espoirs grandissants

1960

En février, la France teste sa première arme nucléaire, devenant le quatrième État à se déclarer puissance nucléaire.

1961

Sigvard Eklund, physicien suédois, est nommé Directeur général de l'AIEA.

L'AIEA ouvre à Seibersdorf, près de Vienne, un laboratoire destiné à la recherche nucléaire mondiale.

L'AIEA signe avec Monaco et avec l'Institut océanographique, que dirige Jacques Cousteau, un accord trilatéral portant sur l'étude des effets de la radioactivité sur les océans, initiative qui conduit à la création du Laboratoire de l'environnement marin.

Dans le monde: alors que les essais atmosphériques de bombes nucléaires se succèdent à raison de plus d'un par semaine, des États adoptent le Traité de l'Antarctique, première région – certes inhabitée – exempte d'armes nucléaires.

1962

En juin, le Conseil de l'AIEA approuve les « Normes fondamentales de protection contre les rayonnements », qui inspirent les normes et les réglementations nationales.

Dans le monde: en octobre, la crise des missiles de Cuba sensibilise la communauté internationale aux risques de prolifération nucléaire et incite les pays d'Amérique latine à envisager une dénucléarisation de la région.

1963

Suite à la crise cubaine, les États-Unis et l'Union soviétique intensifient les mesures de maîtrise des armements nucléaires. On négocie le Traité d'interdiction partielle des essais nucléaires, que

coparrainent les États-Unis, l'URSS et le Royaume-Uni. Ce traité interdit les essais atmosphériques, sous-marins et extra-atmosphériques.

Prolifération nucléaire: dans un discours prononcé en mars 1963, le Président Kennedy met en garde contre une course aux armements nucléaires: « Personnellement, je suis hanté par l'idée qu'il puisse exister d'ici à 1970, si nous ne faisons rien, dix puissances nucléaires au lieu de quatre, et quinze ou vingt d'ici à 1975... Je crains que dans les années 70, le Président des États-Unis soit confronté à un monde dans lequel quinze, vingt ou vingt-cinq pays posséderont peut-être cette arme. J'y vois là le pire des dangers. »

Garanties nucléaires: le système des garanties de l'AIEA est étendu aux grands réacteurs, ce qui représente une étape importante vers l'internationalisation des accords de garanties bilatéraux.

1964

L'AIEA développe ses capacités de transfert de technologie, créant son département de coopération technique et une division mixte avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

À Trieste (Italie), l'AIEA inaugure le Centre international de physique théorique, qui sert de centre de recherche et de formation aux chercheurs de pays en développement.

À Genève, la *troisième Conférence internationale des Nations Unies sur les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire* se réunit en août.

Aux États-Unis, les commandes d'énergie nucléaire décollent et dans le monde, l'intérêt pour la production nucléaire d'électricité grandit. L'AIEA suit les plans et projections, dont certains prévoient 1 000 centrales nucléaires en 2000.

Essais nucléaires: en octobre, la Chine teste une bombe nucléaire, ce qui fait d'elle la cinquième puissance nucléaire avec les États-Unis, la France, le Royaume-Uni et la Russie.

1967

Au Mexique, le Traité de Tlatelolco, qui vise l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine, est ouvert à la signature. Il vise à créer dans cette région et dans les Caraïbes une zone exempte d'armes nucléaires et contraint tous les États parties à accepter les garanties de l'AIEA.

1968

Le Mexique devient le premier pays à soumettre, conformément au Traité de Tlatelolco, tout son programme nucléaire aux garanties de l'AIEA.

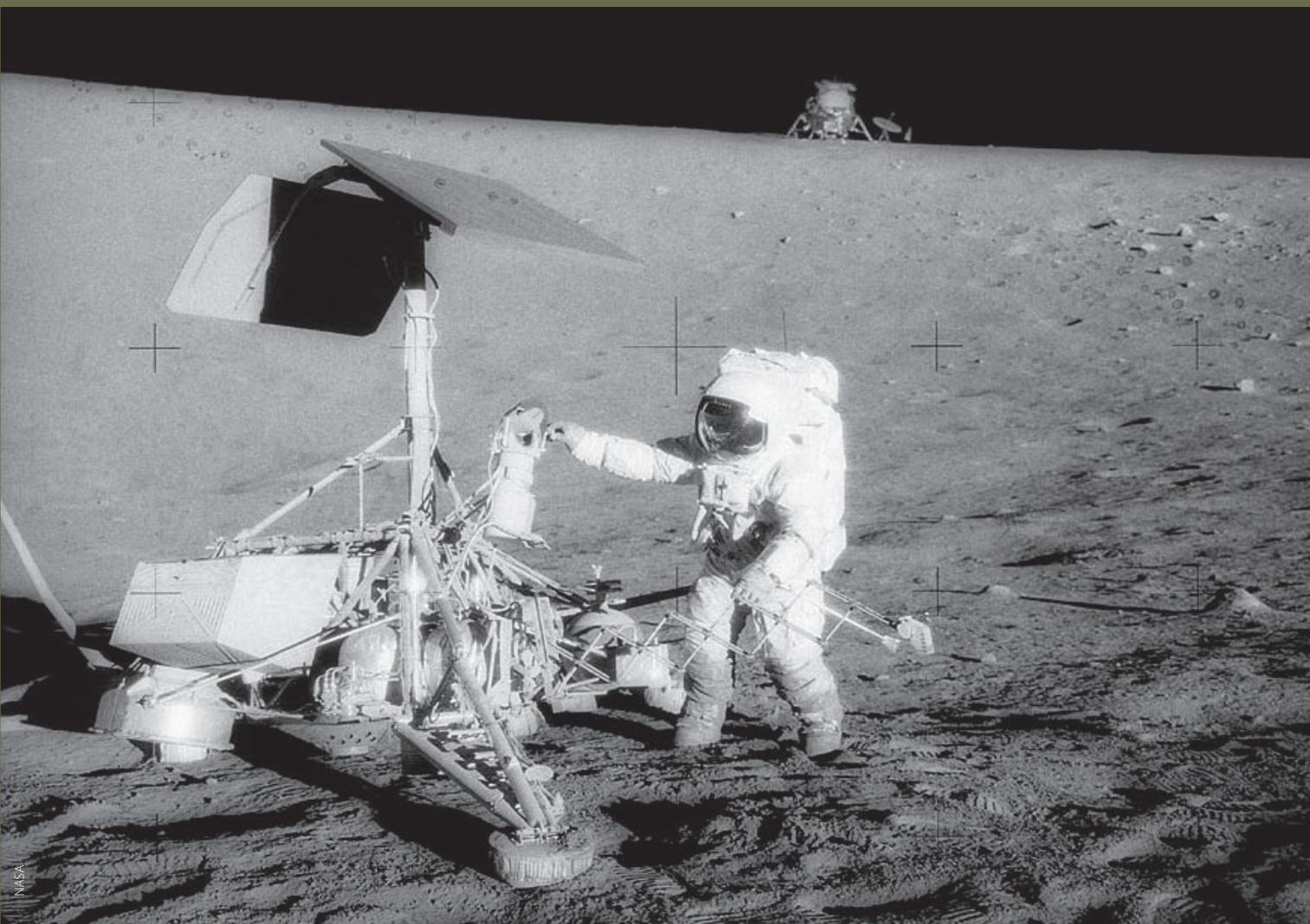
Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP): le TNP est adopté et ouvert à la signature. Il gèle, essentiellement, le nombre d'États officiellement

dotés d'armes nucléaires à cinq (États-Unis, Union soviétique/Russie, Royaume-Uni, France et Chine), qui sont tenus de s'efforcer « de bonne foi » à désarmer. Les autres, dits États non dotés d'armes nucléaires, sont tenus de renoncer à cette option et de conclure avec l'AIEA des accords de garanties généralisées. Le Traité prévoit, pour ces derniers, une assistance qui prend la forme d'un transfert de technologie aux fins d'applications pacifiques de l'énergie nucléaire.

1969

En avril, le Traité de Tlatelolco entre en vigueur.

Le nucléaire sert de source d'énergie pour les missions historiques d'Apollo, trois astronautes plaçant un générateur atomique sur la lune.



Dans les années 1960, le nucléaire sert de source d'énergie pour les missions historiques d'Apollo.

Années 1970

Le double défi

1970

L'AIEA crée, sous la présidence de Kurt Waldheim (Autriche), un Comité des garanties qui a pour tâche de faire connaître les obligations liées au TNP, qui entre en vigueur en mars.

En mai, l'Agence met en service sa base de références bibliographiques, le Système international d'information nucléaire (INIS), qui couvre l'ensemble de la documentation nucléaire mondiale.

1971

Formation du Comité Zangger, au sein duquel les États parties au TNP et exportateurs de matériel nucléaire interprètent les dispositions du Traité relatives à ces exportations. Une liste décrit les équipements dont l'exportation enclencherait l'application de garanties.

Le Comité des garanties de l'AIEA achève ses travaux, mettant au point, à l'intention des États non dotés d'armes nucléaires parties au TNP, un modèle d'accord de garanties généralisées. La Finlande devient le premier pays à signer un tel accord avec l'AIEA.

À Genève, l'ONU convoque la *quatrième Conférence internationale sur les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire*.

1972

Une *Conférence des Nations Unies sur l'environnement* se tient à Stockholm avec la participation de l'AIEA. Les discussions, très poussées, portent notamment sur l'énergie nucléaire, l'effet de serre et les rayonnements.

L'AIEA lance son premier accord de coopération technique régionale permanente dans le domaine nucléaire, l'Accord régional de coopération (ARC) pour l'Asie et le Pacifique.

À Londres, une Conférence organisée sous l'égide de ce qui est aujourd'hui l'Organisation maritime internationale (OMI) adopte une convention qui interdit les rejets de déchets en mer.

1973

Une crise mondiale de l'énergie survient lorsque les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) restreignent leurs approvisionnements et que les prix quadruplent. Les perspectives du nucléaire s'illuminent un temps, puis s'estompent, le prix élevé de l'énergie modifiant la situation économique.

Garanties nucléaires: en avril, l'AIEA et EURATOM signent un accord de mise en œuvre conjointe des garanties, importante étape vers la création d'un système de vérification international.

1974

En mai, l'Inde procède à une explosion nucléaire qu'elle qualifie de « pacifique ».

Les États-Unis poussent à renforcer le régime de non-prolifération et la politique appliquée aux exportations nucléaires, ce qui conduit à réexaminer les cycles du combustible nucléaire du point de vue des risques de prolifération qu'ils présentent.

L'AIEA commence à étudier la possibilité de créer des centres régionaux du cycle nucléaire qui retraiteraient le combustible usé et généreraient les déchets.

1975

En mai se tient la première Conférence d'examen du TNP, qui compte alors 91 États parties.

À Londres, les États-Unis et d'autres grands exportateurs de matières nucléaires se réunissent pour fixer de nouvelles règles.

Aux laboratoires de l'AIEA, à Seibersdorf, on construit des installations spéciales pour le Laboratoire d'analyse des garanties, qui coordonne un réseau mondial de laboratoires d'analyse d'échantillons de plutonium, d'uranium et d'autres matières.



Lorsque les membres de l'OPEP restreignent leurs livraisons de pétrole, faisant quadrupler les prix entre 1973 et 1974, le choc provoque le chaos à l'Ouest. Aux États-Unis, le prix de détail de l'essence s'envole et les importations en provenance du Moyen-Orient passent brutalement de 1,2 million de barils à 19 000 barils par jour. Les États-Unis connaissent alors leur première pénurie d'essence depuis la seconde guerre mondiale.

1976

Avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'AIEA crée un réseau mondial de laboratoires de dosimétrie afin de promouvoir l'adoption de normes mondiales de sûreté des sources de rayonnements en médecine, dans l'industrie et dans d'autres secteurs.

1977

En septembre, le Groupe des fournisseurs nucléaires parvient à un accord sur le contrôle des exportations de techniques nucléaires sensibles, publiant une liste dite « Directives de Londres », que l'AIEA publiera ultérieurement. À Vienne, l'Organisation de l'évaluation internationale du cycle de combustion nucléaire (INFCE) entreprend une étude pluriannuelle des problèmes que posent les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire et des risques de prolifération qu'elles peuvent présenter.

1978

Les États-Unis modifient leur loi de 1954 sur l'énergie atomique et promulguent la loi sur la non-prolifération nucléaire, qui restreint les exportations de techniques nucléaires et impose la pleine application des garanties de l'AIEA.

1979

Aux États-Unis, les journaux relatent un accident survenu le 28 mars à la centrale nucléaire de Three Mile Island (TMI), près de Harrisburg (Pennsylvanie). Un film intitulé « Le syndrome chinois », qui décrit un terrifiant accident survenant dans une centrale nucléaire, passe dans les cinémas à cette époque. L'accident de TMI ne tue ni ne blesse personne, mais détruit le réacteur nucléaire, dont le nettoyage coûte, selon les estimations, plus d'un milliard de dollars. Il est formé un groupe d'experts de l'AIEA, qui élabore des directives internationales sur la préparation et la réaction aux situations d'urgence.

Années 1980

Des enjeux transfrontières

1980

À Genève, la *deuxième Conférence d'examen du TNP*, dans l'impasse, ne produit aucune déclaration finale. Deux contentieux dominant : les approvisionnements nucléaires et l'interdiction des essais.

À l'AIEA, création du Comité de la sécurité des approvisionnements, qui est chargé d'observer le commerce nucléaire mondial et de vérifier la conformité des transferts aux objectifs de non-prolifération.

1981

En juin, Israël attaque le réacteur de recherche de Tamuz, construit par les Français, le suspectant de servir des fins d'armement nucléaire. Le réacteur était soumis aux garanties de l'AIEA. L'attaque suscite de vives critiques internationales et une réaction du Conseil de l'AIEA. En novembre 1981, le Directeur général, Sigvard Eklund, rend compte de l'incident de Tamuz au Conseil de sécurité de l'ONU.

Direction de l'AIEA : en septembre, les États nomment Hans Blix, ancien Ministre suédois des affaires étrangères, Directeur général de l'AIEA pour un mandat initial de quatre ans débutant en décembre 1981.

1982

L'Assemblée générale de l'ONU tient une session extraordinaire sur le désarmement au cours de laquelle la Chine, la France et l'URSS renouvellent leur déclaration unilatérale d'assurances de sécurité données aux États non dotés d'armes nucléaires. Dans le monde, la coopération nucléaire progresse grâce à un Accord régional de coopération pour la promotion des sciences et techniques nucléaires en Amérique latine.

1983

À Seattle se tient une conférence de l'AIEA à laquelle les experts déclarent disposer de la technologie requise pour évacuer en toute sûreté les déchets radioactifs.

1984

Dans le cadre de sa politique d'ouverture sur le monde, la Chine rejoint l'AIEA.

1985

À la *troisième Conférence d'examen du TNP*, les parties adoptent une déclaration qui appelle à développer les zones exemptes d'armes nucléaires et à progresser sur la voie du désarmement.

En novembre se tient le premier sommet réunissant le dirigeant nouvellement élu de l'Union soviétique, Mikhaïl Gorbatchev, et le Président Ronald Reagan. Cette réunion débouche notamment sur un programme de coopération internationale visant la conception d'un réacteur de fusion nucléaire appelé ITER qui associerait, sous l'égide de l'AIEA, les États-Unis, l'Union européenne, le Japon et l'URSS.

1986

Le 26 avril, à la centrale nucléaire de Tchernobyl (URSS), un accident catastrophique détruit le réacteur n° 4, tue et blesse des employés, et libère des rayonnements qui dépassent les frontières du pays ; cet accident est détecté et signalé en premier lieu par des experts suédois et finlandais. En août, l'AIEA tient à ce sujet une conférence, qui donne au monde les premières informations faisant autorité.

En septembre, les États Membres de l'AIEA adoptent deux conventions internationales (notification rapide d'un accident nucléaire, assistance et intervention d'urgence) et approuvent la mise en œuvre d'un programme de sûreté nucléaire élargi. Un système d'intervention d'urgence est créé.

Zones exemptes d'armes nucléaires : en décembre, entrée en vigueur du Traité de Rarotonga, qui crée une zone exempte d'armes nucléaires dans le Pacifique Sud et impose l'application des garanties de l'AIEA.

1987

La Chine obtient un siège au Conseil des gouverneurs de l'AIEA. Entrée en vigueur de la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, qui oblige à protéger les matières nucléaires en cas de transport international.

En novembre, l'AIEA aide le Brésil à atténuer les conséquences d'un grave accident radiologique survenu à Goiânia du fait d'une source de rayonnements abandonnée.

1988

Une maladie mortelle du bétail propagée par la lucilie bouchère apparaît en Libye et menace l'Afrique du

Nord. L'AIEA, la FAO et d'autres institutions joignent leurs efforts pour débarrasser, en juin 1992, la Libye de ce ravageur.

1989

Pour la première fois, l'URSS divulgue un rapport concernant l'accident radiologique survenu en 1957 sur une base militaire située à Kyshtym, dans le sud de l'Oural.

Dans le monde : le mur de Berlin, symbole de la guerre froide, tombe, ouvrant la voie à la réunification de l'Allemagne.



Le 26 avril, à la centrale nucléaire de Tchernobyl, un accident catastrophique détruit le réacteur n° 4, tue et blesse des employés, et libère des rayonnements qui dépassent les frontières du pays.

Années 1990

Nouvelles réalités

1990

La quatrième Conférence d'examen du TNP se tient à Genève ; des désaccords empêchent tout consensus sur une déclaration finale, notamment en ce qui concerne la conclusion d'un traité d'interdiction des essais nucléaires.

En Amérique du Sud, l'Argentine et le Brésil annoncent l'adoption d'une politique nucléaire commune incluant les garanties de l'AIEA et des garanties régionales.

Coopération technique : un Accord régional (AFRA) entre en vigueur pour les pays qu'intéressent la recherche, le développement et la formation dans le domaine nucléaire.

1991

La Chine et la France, États dotés d'armes nucléaires, annoncent leur intention de signer le TNP.

Guerre du Golfe : sous l'égide des Nations Unies, une coalition attaque militairement l'Iraq pour faire appliquer les résolutions du Conseil de sécurité qui exigent que l'Iraq se retire du Koweït, qu'il a envahi en août 1990. Dans les combats, les installations nucléaires irakiennes sont fortement endommagées.

En avril, un accord de cessez-le-feu prescrit de rechercher dans le pays la présence d'armes de destruction massive. Une Commission spéciale des Nations Unies est créée et l'AIEA reçoit toute latitude pour procéder à des inspections, qui débutent en mai. En septembre, la presse internationale fait ses gros titres de la sixième équipe d'inspection de l'AIEA, que les autorités irakiennes détiennent quatre jours. Suite à l'intervention du Conseil de sécurité, l'équipe quitte le pays munie d'éléments prouvant l'existence d'un programme clandestin d'enrichissement d'uranium et d'achats internationaux.

Conséquences de Tchernobyl : publication des résultats du Projet international sur Tchernobyl, qui a évalué, dans trois républiques (Biélorus, Russie et Ukraine), la situation radiologique de 2 225 localités représentant environ 825 000 personnes.

Sûreté nucléaire : en juin, un projet de l'AIEA sur la sûreté des centrales nucléaires de conception soviétique construites en Bulgarie, en République tchèque, en Slovaquie et en Russie signale de graves lacunes par rapport aux normes occidentales. La Commission des communautés européennes, l'Association mondiale des exploitants nucléaires et d'autres structures intensifient leur aide.

Dans le monde : en décembre, dissolution officielle de l'URSS et annonce de la création de la Communauté des États indépendants.

1992

Le 31 janvier, le Conseil de sécurité déclare que « la prolifération des armes de destruction massive représente une menace pour la paix et la sécurité internationales ». Il souligne, en particulier, le « rôle indispensable » que jouent les garanties de l'AIEA et le fait que ses membres sont résolus à prendre des « mesures appropriées » au cas où des violations seraient portées à son attention par l'AIEA.

Désarmement/sécurité nucléaire : l'AIEA propose d'aider à vérifier les matières nucléaires provenant d'armes nucléaires démantelées dans l'ex-URSS.

Garanties nucléaires : la République populaire démocratique de Corée (RPDC) signe avec l'AIEA un accord de garanties, qui entre en vigueur en avril 1992. L'Agence commence ses inspections dans le pays en mai 1992.

Développement durable : à Rio de Janeiro, en juin, la *Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement* (Sommet « Planète Terre ») adopte le programme Action 21, qui appelle à agir pour assurer le développement durable de la planète. L'AIEA est chargée des questions relatives aux déchets nucléaires.



www.ambkudalumpur.com.id

Kyoto, 11 décembre 1997 : les parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques adoptent un amendement appelé Protocole de Kyoto, qui fixe aux pays signataires des objectifs impératifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

1993

En avril, le Groupe des fournisseurs nucléaires, qui compte 28 membres, renforce le contrôle des exportations, exigeant l'application de garanties généralisées.

Situation radiologique : l'AIEA lance, avec la Russie et la Norvège, un projet qui vise à évaluer, sur quatre ans, l'effet des rejets de déchets radioactifs dans les mers arctiques.

Garanties nucléaires : en Corée du Nord, les inspecteurs de l'AIEA, analysant les échantillons et les mesures effectuées, détectent des « incohérences » et suspectent le pays de posséder plus de plutonium qu'il n'en a déclaré à l'Agence. Après avoir tenté, en vain, d'élucider la question avec les autorités, l'AIEA déclare que la Corée du Nord ne respecte pas son accord de garanties. En mars, la Corée du Nord annonce son intention de se retirer du TNP, puis suspend cette décision. Le Conseil de sécurité soutient l'AIEA.

En Afrique du Sud, des techniciens de l'AIEA visitent d'anciens sites d'armement nucléaire, le gouvernement ayant annoncé avoir abandonné ce programme avant de signer le TNP.

À Vienne, le Conseil de l'AIEA entreprend l'examen d'un programme appelé « 93+2 », qui doit renforcer les garanties et améliorer l'efficacité du système, y compris l'aptitude à vérifier l'absence d'activités nucléaires non déclarées.

1994

La Conférence du désarmement entreprend de négocier un Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

Situation radiologique : l'AIEA réalise une étude préliminaire du site d'essais nucléaires de Semipalatinsk (Kazakhstan), exhortant à étudier davantage les niveaux

de plutonium dans le sol et de radionucléides dans l'eau d'alimentation.

Inspections en Iraq : en février, l'AIEA supervise l'expédition, sous contrat, du dernier envoi de combustible usé vers la Russie. Cette opération met fin à la présence, en Iraq, de toutes les matières de qualité militaire déclarées.

Inspections en Corée du Nord : la RPDC annonce son retrait de l'AIEA, mais son accord de garanties reste en vigueur. Les inspecteurs restent dans le pays pour suivre certaines opérations ; l'AIEA déclare ne pas pouvoir exclure un éventuel détournement passé de matières nucléaires. En octobre, les États-Unis et la Corée du Nord signent un « Cadre agréé » de développement et de garanties nucléaires. L'AIEA institue une présence permanente de ses inspecteurs en Corée du Nord.

Sûreté nucléaire : adoption de la Convention internationale sur la sûreté nucléaire, premier instrument juridique qui impose aux pays des normes fondamentales de sûreté pour les centrales nucléaires terrestres.

Trafic nucléaire : en novembre, suite à la publication de rapports alarmants, l'AIEA charge des experts gouvernementaux d'étudier les problèmes que pose le trafic de matières nucléaires.

1995

En mai, le TNP, en vertu duquel la plupart des accords de garanties sont conclus, est prorogé pour une durée indéterminée à la Conférence d'examen de New York. Bien que n'ayant pu s'entendre sur une déclaration finale, les Parties adoptent un ensemble de principes et de mesures.

Garanties nucléaires : le Conseil de l'AIEA approuve, pour renforcer les garanties dans le cadre du programme « 93+2 », certaines mesures, dont l'accroissement des droits d'accès des inspecteurs.

Essais nucléaires : peu après la Conférence d'examen du TNP, la Chine procède à un essai nucléaire et la France, qui a déclaré son intention de signer le traité d'interdiction des essais nucléaires, annonce une « dernière » série d'essais dans le Pacifique Sud.

Inspections en Iraq : de nouveaux éléments de l'ancien programme nucléaire secret de l'Iraq voient le jour suite à la défection du général iraquien Hussein Kamel. Celui-ci révèle notamment qu'en 1990-1991, l'Iraq s'était lancé dans un programme accéléré d'armement nucléaire, contrarié par des raisons techniques et autres. Les documents et données confisqués sont remis pour examen aux inspecteurs de l'AIEA.

Situation radiologique : à la demande de la France, l'AIEA étudie la situation radiologique des atolls de Mururoa et de Fangataufa. Les Îles Marshall, de leur côté, demandent à l'Agence d'étudier la situation de l'atoll de Bikini, ancien site d'essais nucléaires américain.

Zones exemptes d'armes nucléaires : de nouvelles zones se dessinent en Afrique (Traité de Pelindaba) et en Asie du Sud-Est (Traité de Bangkok).

1996

À l'AIEA, à Vienne, des centaines de délégués assistent à la *Conférence internationale sur Tchernobyl*, qui résume ce que l'on sait, dix ans plus tard, sur les conséquences radiologiques de l'accident de 1986.

Garanties nucléaires : le Conseil de l'AIEA décide de négocier, en sus des accords de garanties généralisées, un nouvel instrument juridique qui conférerait aux inspecteurs de l'Agence une autorité accrue.

Interdiction des essais nucléaires : le 10 septembre, à New York, l'Assemblée générale des Nations Unies approuve à la quasi-unanimité, par 158 voix contre trois, le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Vienne accueillera l'organisation chargée de le faire appliquer.

ADM : l'ONU annonce que la Convention sur les armes chimiques entrera en vigueur le 29 avril 1997.

1997

Le Conseil de l'AIEA approuve un modèle de protocole additionnel aux accords de garanties. Cet instrument énonce de nouvelles mesures en vertu desquelles les pays accepteraient, sur leur territoire, des inspections plus poussées et plus inquisitrices.

Direction de l'AIEA : Mohamed ElBaradei (Égypte), Directeur général adjoint de l'Agence chargé des relations extérieures, est nommé Directeur général de l'AIEA, succédant à Hans Blix.

Nations Unies : à New York, Kofi Annan (Ghana) prend ses fonctions de Secrétaire général de l'ONU, succédant à Boutros Boutros-Ghali (Égypte).

Cycle du combustible : en juin, un colloque de l'AIEA étudie le développement de l'énergie nucléaire et son cycle du combustible, y compris les problèmes que pose l'évacuation des stocks croissants de plutonium.

Besoins en eau : en République de Corée, un colloque de l'AIEA étudie les possibilités d'utiliser l'énergie nucléaire pour dessaler l'eau de mer.



Dans les années 90, des inspecteurs de l'AIEA étudient les décombres d'installations utilisées aux fins du programme d'armement nucléaire clandestin de l'Iraq.

Changements climatiques : au Japon, les parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques adoptent un amendement appelé Protocole de Kyoto, qui fixe aux pays signataires des objectifs impératifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

1998

La Russie propose pour la première fois à l'ONU un projet de traité international visant à réprimer les actes de terrorisme nucléaire.

Essais nucléaires : en mai, l'Inde et le Pakistan réalisent, à deux semaines d'écart, une série d'essais nucléaires. Le Directeur général de l'AIEA, Mohamed ElBaradei, déplore vivement ces essais, que condamne une résolution de la Conférence générale.

Sécurité nucléaire et radiologique : l'AIEA et l'Organisation mondiale des douanes décident de combattre ensemble le trafic nucléaire. En France, la sécurité nucléaire et radiologique fait l'objet d'une conférence inédite de l'AIEA, au cours de laquelle la communauté internationale se penche sur l'héritage radiologique de la guerre froide.

Inspections en Iraq : l'Iraq cesse toute coopération avec la Commission spéciale des Nations Unies (CSNU) et avec l'AIEA. En décembre, Mohamed ElBaradei retire

du pays les inspecteurs et le personnel de l'Agence. À cette date, les inspections effectuées de 1991 à 1998 ont permis de dresser un tableau techniquement cohérent du programme nucléaire clandestin du pays.

1999

Le premier dépôt géologique au monde destiné à accueillir des déchets nucléaires ouvre aux États-Unis. L'AIEA a participé, en qualité de confrère, à un examen international du dépôt, baptisé WIPP.

Sûreté nucléaire : à Tokaimura (Japon), un accident de criticité se produit dans une usine de conversion du combustible. En octobre, l'AIEA dépêche dans le pays une mission d'information qui publie, peu après, un rapport préliminaire.

Bogue de l'an 2000 : les efforts s'intensifient pour aider les pays à prévenir les problèmes informatiques liés au passage à l'an 2000. Au 1^{er} janvier 2000, on ne déplore, dans les installations nucléaires, aucun incident grave.

Énergie nucléaire : lors d'un colloque scientifique tenu à Vienne, des responsables du nucléaire et de l'énergie du monde entier étudient, entrevoyant un avenir contrasté, le rôle que pourrait jouer le nucléaire dans le développement durable.

XXI^e siècle

Une époque éprouvante

2000

Sigvard Eklund, Directeur général de l'AIEA de 1961 à 1981, s'éteint à Vienne.

Inspections en Iraq : Hans Blix, ancien Directeur général de l'AIEA, est chargé de diriger la Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations Unies (COCOVINU), nouvellement mise en place pour l'Iraq.

Non-prolifération : la sixième Conférence d'examen du TNP adopte un document final, les pays s'engageant à procéder à un désarmement nucléaire total tout en réaffirmant la contribution essentielle que le Traité apporte à la paix et à la sécurité mondiales.

Sûreté : l'AIEA aide les autorités géorgiennes à réaliser des levés aériens pour localiser et récupérer des sources de rayonnements abandonnées et dangereuses. À Buenos Aires, une conférence de l'AIEA conclut que beaucoup d'autres pays ont des difficultés à contrôler les sources de rayonnements utilisées en médecine, dans l'industrie et dans d'autres secteurs.

Développement : les dirigeants de la planète se réunissent à l'ONU (New York) pour le Sommet du Millénaire. Ils adoptent, pour réduire la pauvreté d'ici à 2015, un ensemble d'objectifs appelés Objectifs du Millénaire pour le développement.

2001

Mohamed ElBaradei est réélu au poste de Directeur général de l'AIEA. L'Agence et le Programme des Nations Unies pour l'environnement dépêchent ensemble des missions d'information dans les Balkans suite aux inquiétudes qu'y soulèvent les applications militaires de l'uranium appauvri.

Santé et sûreté : l'Espagne accueille une conférence de l'AIEA sur la radioprotection des patients, thème qui préoccupe vivement. La Convention commune sur la sûreté de la gestion du combustible usé et sur la sûreté de la gestion des déchets radioactifs entre en vigueur en juin.

Sécurité nucléaire : suite aux terribles attentats terroristes perpétrés le 11 septembre, l'AIEA tient une session extraordinaire sur le terrorisme nucléaire afin de mettre sur pied un cadre mondial de sécurité renforcé.

Forum scientifique : à Vienne, des experts du développement mondial étudient les moyens, pour les pays, de mieux tirer profit des sciences et des techniques nucléaires.

Tchernobyl : à l'approche du 15^e anniversaire de l'accident, l'AIEA aide l'Ukraine à mettre la centrale hors service en toute sûreté.

Nations Unies : Kofi Annan est réélu au poste de Secrétaire général.

2002

En janvier, le Président George Bush évoque un « axe du mal », qui soutiendrait le terrorisme et tenterait d'acquiescer des armes de destruction massive.

Maîtrise des armements nucléaires : en mai, les États-Unis et la Russie signent un traité aux termes duquel ils s'engagent à réduire leurs arsenaux nucléaires.

L'accord de coopération régionale entre États arabes, baptisé Arasia, entre en vigueur.

Non-prolifération : Cuba adhère au TNP en tant qu'État non doté d'armes nucléaires.

ATTACK ON AMERICA: 09/11



Le jour d'après : le 11 septembre 2001, le monde est témoin des terribles attentats terroristes perpétrés contre le World Trade Center de New York et le Pentagone (Washington), qui signalent le début d'une nouvelle ère de terrorisme.

ADM : réuni en sommet au Canada, le Groupe des Huit (G8) annonce un partenariat de 20 milliards de dollars contre les armes de destruction massive.

Eau : l'AIEA accueille la Journée mondiale de l'eau, coordonnant, pour le système des Nations Unies, des manifestations dans le monde entier.

Lutte contre les ravageurs : l'AIEA et ses partenaires appellent à intensifier, en Afrique, la lutte contre la mouche tsé-tsé, vecteur de maladies et de mort.

Garanties : le Conseil de l'AIEA, informé du fait que la Corée du Nord met en œuvre un programme d'enrichissement d'uranium, exhorte celle-ci à respecter pleinement son accord de garanties.

Inspections en Iraq : des négociations sont menées pour inciter l'Iraq à appliquer les résolutions du Conseil de sécurité, y compris celles qui exigent le retour des inspecteurs de l'AIEA et de l'ONU dans le pays.

2003

En janvier, la République populaire démocratique de Corée (Corée du Nord) annonce son retrait du TNP. En février, le Conseil de l'AIEA renvoie le dossier de ce pays devant le Conseil de sécurité.

Iraq : en mars, Mohamed ElBaradei annonce que le Gouvernement des États-Unis lui a conseillé de retirer les inspecteurs de l'AIEA de Bagdad et qu'un conseil similaire a été adressé à la COCOVINU. La guerre d'Iraq débute le 20 mars.

Iran : en juin, le Conseil de l'AIEA annonce que par le passé, l'Iran a omis de déclarer, comme l'exige le TNP, certaines matières et activités nucléaires. En novembre, le Conseil adopte une résolution qui condamne l'Iran pour ses activités secrètes. En décembre, le pays signe le protocole additionnel à son accord de garanties qui autorisera, une fois en vigueur, des inspections élargies.

ADM : la Libye annonce le démantèlement de son programme d'armes de destruction massive et son ouverture aux inspections de l'AIEA. Les États-Unis lancent l'Initiative de sécurité contre la prolifération, à laquelle d'autres États peuvent se joindre.

Histoire : les États commémorent le 50^e anniversaire du discours de décembre 1953 sur « l'atome au service de la paix », qui a conduit à la création de l'AIEA.

2004

L'AIEA aide les autorités libyennes à se débarrasser de l'uranium hautement enrichi de qualité militaire stocké dans un réacteur de recherche près de Tripoli.

Négociations : Mohamed ElBaradei aborde, avec le Président Bush et d'autres responsables, les questions de non-prolifération et les garanties de l'Iran.

Santé : le Conseil de l'AIEA approuve le programme PACT, qui a pour but de combattre le cancer dans les pays en développement.

Sécurité : à Vienne, les partenaires d'une initiative mondiale pour la sécurité nucléaire étudient la nécessité de protéger les matières et installations nucléaires et de contrôler les sources radioactives.

Garanties : le Conseil de l'AIEA envisage, suite au signalement d'expériences non déclarées, d'appliquer des garanties à la République de Corée (Corée du Sud). En novembre, il examine le programme nucléaire iranien, notant, dans une résolution, la décision qu'a prise l'Iran de suspendre toutes ses activités d'enrichissement et de retraitement.

Sûreté : à Beijing, des spécialistes de la sûreté de 37 pays concluent à la nécessité d'adopter, pour les centrales nucléaires, un ensemble unique de normes internationales.

Eau et océans : à Monaco, des chercheurs se déclarent préoccupés par la santé des océans et des systèmes d'eau douce.

2005

Un groupe international d'experts de haut niveau estime que l'AIEA est une « affaire exceptionnelle » compte tenu de l'action qu'elle mène contre la prolifération des armes nucléaires. En octobre, l'Agence et son Directeur général reçoivent le prix Nobel de la paix.

Cycle du combustible : après avoir étudié le cycle du combustible nucléaire civil dans le monde, un groupe international d'experts publie ses conclusions, avançant cinq solutions pour renforcer le contrôle des matières et des techniques nucléaires sensibles.

TNP : la septième Conférence d'examen du TNP ne débouche sur aucun accord à cause des questions de désarmement.

Direction : Mohamed ElBaradei est réélu au poste de Directeur général de l'AIEA.

Iran : dans une nouvelle résolution, le Conseil de l'AIEA exhorte l'Iran à suspendre de nouveau entièrement ses activités d'enrichissement et de remettre en place les scellés qui avaient été ôtés.

Inde : Mohamed ElBaradei accueille avec satisfaction l'accord conclu dans le domaine nucléaire entre les États-Unis et l'Inde.

Fusion : la France est choisie pour accueillir le projet de fusion nucléaire ITER, qui s'élève à 10 milliards de dollars.

Sécurité et sûreté : les pays renforcent considérablement la Convention internationale sur la protection physique des matières nucléaires. Suite au tsunami qui a dévasté l'Asie en 2004, des chercheurs réexaminent les risques que courent les centrales nucléaires.

Alimentation et santé : dans les villages du nord et du sud du Vietnam, les producteurs de riz font d'importants progrès. Les applications de la médecine nucléaire s'améliorent constamment pour desservir davantage de patients dans les pays en développement.

2006

Alimentation et santé : le Japon et les États-Unis consacrent 1,76 million de dollars à un projet de lutte contre la mouche tsé-tsé, que l'AIEA et la FAO mettent conjointement en œuvre en Éthiopie. L'Argentine se félicite de l'aide que lui apportent ces organisations pour accroître ses exportations de fruits exempts de la terrible mouche méditerranéenne.

Tchernobyl : le Forum Tchernobyl présente ce que l'on sait de l'accident, vingt ans après.

Avenir du nucléaire : une étude appuyée par l'AIEA expose des solutions qui permettraient de garantir l'approvisionnement des pays en combustible nucléaire tout en limitant les risques de prolifération. L'Asie s'interroge sur le rôle que jouera le nucléaire dans sa production d'énergie. Les dirigeants d'Asie centrale signent un traité instituant une zone exempte d'armes nucléaires.

Environnement : le Prince Albert de Monaco et Mohamed ElBaradei inaugurent une exposition consacrée aux bienfaits des techniques nucléaires pour l'environnement.

Corée du Nord : Mohamed ElBaradei exprime ses profonds regrets et sa préoccupation suite à l'essai nucléaire que, semble-t-il, la Corée du Nord a effectué en octobre.

Direction : Ban Ki-moon (République de Corée) devient le huitième Secrétaire général de l'ONU.

Iran : en décembre, le Conseil de sécurité de l'ONU adopte une résolution qui impose des sanctions à l'Iran ; Mohamed ElBaradei déclare que l'Agence mettra



En décembre 2005, l'AIEA et son Directeur général rejoignent, comme lauréats du prix Nobel de la paix, une cohorte d'éminents prédécesseurs.

en œuvre les volets de la résolution qui relèvent de son mandat.

2007

Mohamed ElBaradei appelle à ménager une « pause » dans le dossier iranien, soulignant qu'une solution à long terme doit se fonder sur la négociation et la conciliation. En février, le Directeur général présente au Conseil de l'AIEA deux rapports distincts, l'un sur la coopération entre l'AIEA et l'Iran, l'autre sur la mise en œuvre de garanties, cela à la lumière de la résolution du Conseil de sécurité.

Changements climatiques : le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), organe conjoint de l'Organisation météorologique mondiale et du Programme des Nations Unies pour l'environnement, publie la première d'une série d'études scientifiques sur les changements climatiques et leurs effets. Cette étude lie plus étroitement le réchauffement planétaire à l'action humaine.

Zones exemptes d'armes nucléaires : au Mexique, on célèbre le 40^e anniversaire du Traité de Tlatelolco, qui a institué une zone de ce type en Amérique latine et dans les Caraïbes.

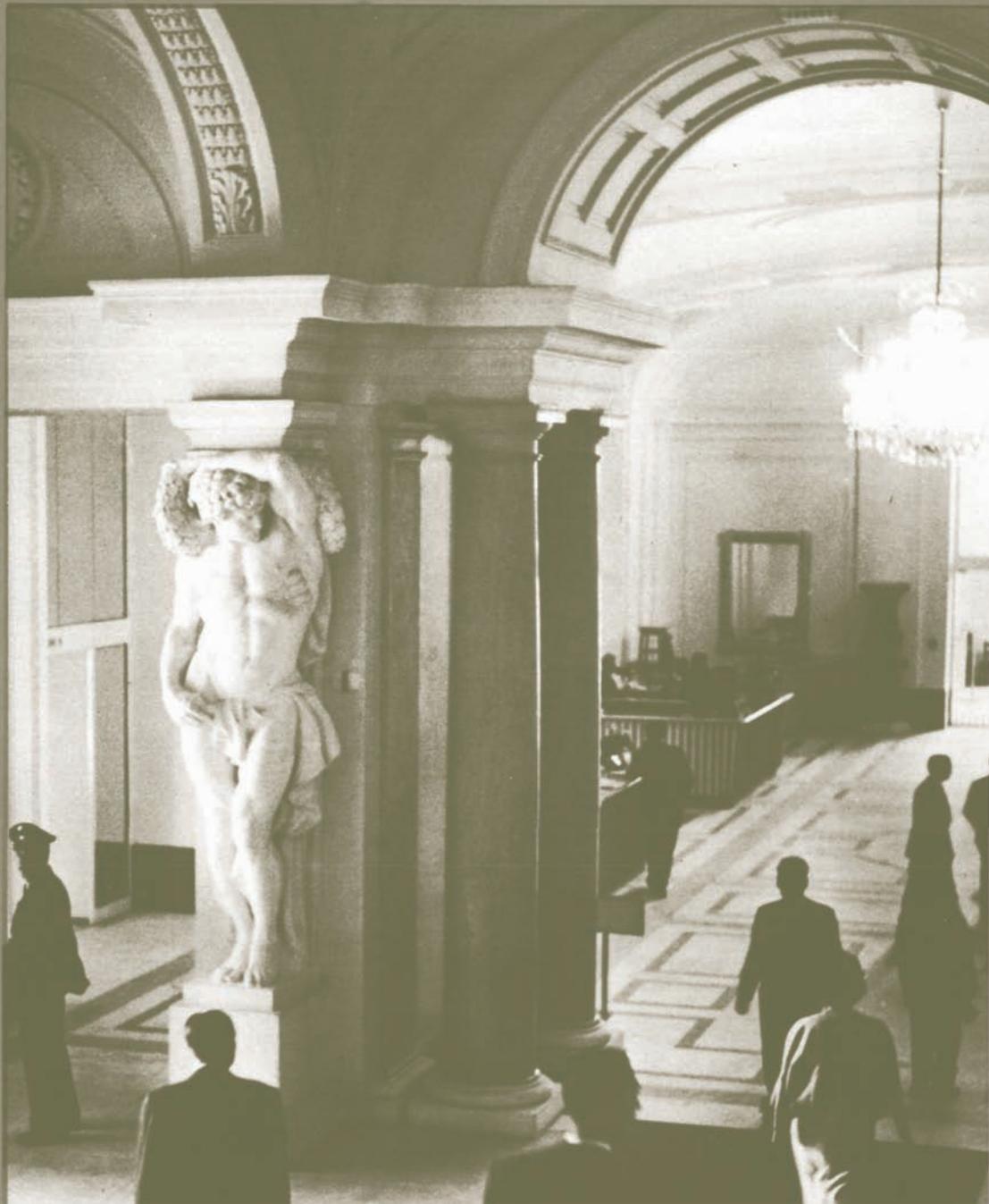
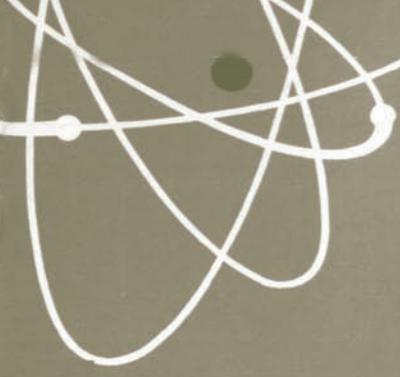
Corée du Nord : se félicitant des apparents progrès des négociations à six, Mohamed ElBaradei accepte une

invitation de la République populaire démocratique de Corée à se rendre dans le pays pour engager, en mars, des négociations qu'il qualifie de « premiers pas sur un long chemin ».

Nucléaire et art : à Vienne, les conservateurs d'un musée utilisent la spectroscopie à fluorescence X, technique mise au point dans les laboratoires de l'AIEA à Seibersdorf, pour étudier les dommages subis par la *Saliera*, chef-d'œuvre de la Renaissance volé, puis retrouvé enterré dans une forêt autrichienne.

Joyeux anniversaire, l'AIEA ! : le Japon et la République de Corée sont au nombre des pays qui se préparent à célébrer, le 29 juillet 2007, le 50^e anniversaire de l'Agence.

Raconter l'histoire : nous avons tous une histoire personnelle qui se mêle à celle du monde. Aussi vous invitons-nous à partager avec nous, dans la mesure où ils touchent aux événements qui ont marqué le développement du nucléaire et l'Agence internationale de l'énergie atomique, vos souvenirs – plaisants et déplaisants – des 50 dernières années. Pour tout renseignement, voir le site web www.iaea.org.



Vol.0 No.0
January 1959

Photo: première couverture de l'avant-projet de « Bulletin de l'AIEA » approuvé par le Conseil des gouverneurs de l'Agence en 1959. Le premier numéro officiel a été lancé en avril 1959. La photo montre le vestibule du Palais de la Hofburg (Vienne), siège des premières Conférences générales de l'AIEA.

« L'AIEA dans le temps », compilation et rédaction : Lothar Wedekind, Division de l'information de l'AIEA.
Directrice de la rédaction : Linda Lodding • Concept/Mise en page : Ritu Kenn. Photo : Brenda Blann, Dean Calma

Nous remercions particulièrement David Fischer, ancien Directeur général adjoint de l'AIEA et auteur émérite de l'ouvrage intitulé *The International Atomic Energy Agency: The First Forty Years*, que l'AIEA a publié en septembre 1997. M. Fischer, dont le décès en mars 2007 a profondément marqué la communauté internationale, a été l'un des principaux architectes de l'AIEA, aidant à négocier le statut de l'Agence en 1954-1956 et siégeant à la Commission préparatoire en 1957.